

BORDEREAU DE VERSEMENT AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU DOUBS

Intitulé du service versant :	Préfecture du Doubs – Service de coordination interministérielle départementale Bureau du développement du territoire et de l'activité	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding: 5px;">N° de versement : 2315W</td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;">Métrage : 4Mètres</td> </tr> </table>	N° de versement : 2315W	Métrage : 4Mètres
N° de versement : 2315W				
Métrage : 4Mètres				
Service producteur : Préfecture du Doubs – Direction des actions de l'État. Bureaux de l'Action économique et emploi et de la Politique de la ville et de l'insertion. .				

Date du versement : 04/12/2015	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 10%;"></td> <td style="padding: 5px;">Exemplaire destiné au service versant</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="padding: 5px;">Exemplaire destiné aux Archives</td> </tr> </table>		Exemplaire destiné au service versant		Exemplaire destiné aux Archives
	Exemplaire destiné au service versant				
	Exemplaire destiné aux Archives				

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
1-42	Coordination des politiques sociales Les archives regroupées dans le présent versement se trouvaient en 2015 au bureau du développement du territoire et de l'activité du Service de coordination interministérielle départementale (SCID) de la Préfecture. Elles témoignent de l'activité des services successivement chargés de la coordination des politiques sociales (insertion, promotion de l'emploi, logement, notamment), en particulier des bureaux de l'Action économique et de l'emploi et de la Politique de la ville et de l'insertion de la direction des actions de l'État. On a conservé tous les dossiers témoignant d'une implication de la Préfecture, ainsi que les dossiers relevant des secteurs mal documentés par les versements des autres administrations, en particulier l'insertion par l'activité économique (IAE),.	1986-2014		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
	Sommaire			
1	Insertion et lutte contre les exclusions, généralités	1998-2007		
2-7	Revenu minimum d'insertion RMI, revenu minimum d'activité RMA et revenu de solidarité active RSA, mise en place et en œuvre	1989-2012		
8-27	Insertion par l'activité économique IAE	1986-2013		
28-32	Travail et emploi. - Politiques publiques en faveur de l'emploi (2004-2014). Lutte contre le travail dissimulé (1992-2012).	1992-2014		
33-37	Logement et hébergement	1996-2011		
38-42	Autres dossiers. - Politique de la ville, études (1997-2004). Suivi des associations du secteur social et socio-culturel (1991-2012). Mouvements des chômeurs (1998-2001). Mutualité française du Doubs (2010-2011).	1991-2012		
1	Insertion et lutte contre les exclusions, généralités. – Loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions, mise en œuvre administrative et opérations de communication (1998-2000). Programme d'amélioration de la communication de proximité de l'État (PROCOPE), expérimentation dans le secteur de la lutte contre les exclusions (1999), conception et diffusion de la revue <i>Dialogue</i> créée dans ce cadre (2000-2004). Emploi des travailleurs handicapés, étude sur la situation en Franche-Comté en général (2005) et dans la fonction publique (2006) ; compte rendu d'une réunion du Service pour l'emploi départemental SPED (2006) ; accompagnement de l'Association régionale pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de handicap ARIS, en difficulté (2003) ; Pacte territorial pour l'emploi des personnes handicapées du bassin de Besançon 2008-2010 : documents finaux (2007).	1998-2007		
2-7	Revenu minimum d'insertion RMI, revenu minimum d'activité RMA et revenu de solidarité active RSA, mise en place et en œuvre	1989-2012		
2-5	RMI et RMA	1989-2005		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
2-3	Organisation administrative	1989-2005	50 ans (1989)	
2	1989-1995			
3	1996-2005 Notamment réorganisation du dispositif à la suite de la suppression de l'association Mosaïque (2002), à laquelle le Département avait en grande partie délégué la gestion du dispositif, et transfert total au Département (2003-2005).			
4-5	Instances liées au RMI	1989-2003		
4	Conseil départemental d'insertion, réunions plénières et bureau.	1998-2003		
5	Autres. - Comité de pilotage RMI, animé par Mosaïque (1998-2001). Commissions locales d'insertion, découpage, composition, fonctionnement, quelques procès-verbaux de réunion (1989-2001).	1989-2001		
6	Autres documents concernant le RMI et le RMA <i>Le revenu minimum d'insertion dans le département du Doubs</i> , étude rédigée par une stagiaire de l'École nationale d'administration (1995). Statistiques (1999-2004). Mise en place de formulaires et de documents d'évaluation communs (1995-1999). Attribution du RMI aux cas particuliers (étudiants, détenus, étrangers, non-salariés agricoles) : instructions, procès-verbaux de réunion, correspondance (1989-1992). Mesures en faveur de l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RMI : étude [1989], statistiques, correspondance (1989-1998). Mesures en faveur de la santé des bénéficiaires du RMI (1994-1999). Contentieux relatif à l'imputation sur le budget du Département des cotisations d'assurance personnelle pour les bénéficiaires du RMI (1991). Mise en place du RMA : délibération du Conseil général, intervention du collectif Agir ensemble contre le chômage AC !, statistiques (2004-2005).	1989-2005		
7	RSA et dispositif connexe d'aide personnalisée pour le retour à l'emploi APRE , portage du dispositif par le Préfet.	2009-2012		
8-27	Insertion par l'activité économique IAE	1986-2013		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
8	Généralités. – Associations intermédiaires et entreprises d'insertion : notes de présentation (s.d.), arrêtés d'agrément (1988-1989), listes et fiches descriptives (1999), statistiques d'activité (1999-2003). Organisation administrative du soutien à l'IAE, désignation des chefs de projets (1992-1994), composition du conseil départemental de l'insertion par l'activité économique CDIAE (1999-2005), réunions d'un groupe de travail (1999-2000). Communication : dossier d'information aux associations intermédiaires, communiqué de presse (1988-1992). Financement (1993-1999, 2012). Études, <i>Étude-action pour la création d'outils de soutien et de développement de l'insertion par l'économie</i> menée par Mosaïque (1995-1997) ; <i>Étude exploratoire sur la filière des déchets et les possibilités d'activités d'insertion sur le bassin de Besançon</i> menée par Envie Franche-Comté et le GARE-BTT [2001]). Mise en place d'une clause d'insertion dans les marchés publics, encouragement (1996-1997). Accusations de concurrence déloyale portées par des organisations professionnelles, suites données par le préfet (1990-1996).	1988-2012		
9	Plans locaux d'insertion économique PLIE. – Élaboration et pilotage par l'État (1993-2000). Évaluation (1998-1999). PLIE du pays de Montbéliard, suivi de l'élaboration du protocole d'accord 2005-2006 (2000-2005). PLIE du Grand Besançon, suivi des difficultés de financement (2010) ; de l'élaboration du protocole d'accord 2011-2013 (2007-2011) ; de la mise en cause dans la gestion du Fonds social européen FSE (2010-2014).	1993-2014		
10	Entreprises de travail temporaire d'insertion ETTI, promotion, encadrement et financement. Concerne notamment les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), INEO, Gare BTT et Indibat.	1997-2004		
11-27	Suivi des autres structures de l'IAE Sauf précision contraire, les dossiers regroupent : - des pièces relatives au financement des structures (notamment par l'aide au démarrage), à leur conventionnement pour la promotion de l'emploi, à leur accompagnement en cas de difficulté, le cas échéant à leur agrément à divers titres ; - des documents transmis par les structures (procès-verbaux d'assemblée générale, budgets, rapports d'activité) et par les services techniques de l'État, en particulier en cas de demande d'audience ou de manifestation, des interventions auprès du Préfet. Tout ou partie de ces documents est présent selon les cas.	1986-2013		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
11-13	Classement par ordre alphabétique du nom des organismes, aussi rigoureux que le permet les fréquents changements de dénomination et regroupements entre les structures.	1987-2008		
11-12	A Alternatives chantiers et Aqua Vert Franche-Comté 11 1991-2006. – Alternatives chantiers (1991-2006). Aqua Vert Franche Comté (1997-2005). Relatif en particulier à la mise en cause par les services de l'État de la politique de recrutement mise en œuvre par Alternatives chantiers (1991-1998). 12 2010-2011. – Suivi des grosses difficultés, puis de la liquidation judiciaire des deux structures.	1991-2011		
13	Autres. – Association pour la coordination des contrats pour l'emploi solidaire Acces (2006). Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés AFIJ (2007-2008). Association intermédiaire du bassin d'emploi de Besançon, agrément comme association intermédiaire (1987-1989).	1987-2008		
14	B. - Blanchisserie du Refuge.	2002-2007		
15	C-D. – Cap Emploi (1994-2003). Chantiers départementaux (2000-2002). Coopilote, agrément comme société coopérative d'intérêt collectif (2005) ; mise en cause par le Parquet de Montbéliard (2006). Domicile service du Doubs, devenue Association Domicile Services ADS, agrément comme association intermédiaire, financement (1987-2003).	1987-2006	75 ans après 2006	
16	E-F. – Entreprise pontissalienne pour l'insertion EPPI (1993-2004). Équipe emploi insertion (2001-2004). Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (2005-2007). Femmes actives du pays de Montbéliard FAM, agrément comme association intermédiaire, financement (1989-2002). Frip'vie (2005-2006).	1993-2007		
17	G-H. – Groupement d'action et de recherche sur l'exclusion – Besançon tous travaux GARE BTT (1991-2009). Haut-Doubs Repassage (1998, 2005). Haut-Doubs Tremplin, agrément comme association intermédiaire, financement, fonctionnement, reprise des activités après la liquidation (1989-2003).	1989-2009		
18-19	I	1989-2007		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
18	Insertion développement emploi IDE (1989-1994, 2005) et autres structures de l'ensemblier : Développement emploi formation innovation DEFI (1989-2004), Entreprise nouvelle vers l'insertion économique ENVIE (1991-2001) et Jardins d'idées (1997-2005).	1989-2005		
19	Intermed (1990-2013).	1990-2013		
20-24	J.- Julienne-Javel.	1990-2011		
20	Documents généraux. – Statuts (s.d.). Composition du conseil d'administration (1990, [1998]) Rapports d'activité (1999-2000, 2004). Projet associatif (2008).	1990-2008		
21-23	Fonctionnement de l'association et recherche de financements.	1992-2011		
21	1992-1999			
22	2000-2008			
23	2009-2011			
24	Actions particulières. – Ferme de Cocagne et Jardins de Cocagne (1992-1999, 2010). Syneco (1994-2005). Centre de diagnostic de d'accompagnement au permis de conduire (1996-2002). Action d'auto-embellissement accompagné à Planoise (2008).	1992-2010		
25	P.- Pays Nature (1996). Permanence d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) du Haut-Doubs (2006). Pôle local d'économie solidaire (1998-2003). Proxim' Services (1999-2002).	1996-2006		
26	R.- Régie des quartiers (1996-2006). La Roue de secours (1998-2008).	1996-2008		
27	T.- Traitement Recyclage Insertion TRI (2005-2007). Travaillons ensemble (1988-2004). Union régionale des entreprises intermédiaires UREI Franche-Comté (1986-2006).	1986-2007		
28-32	Travail et emploi	1992-2014		
28-31	Politiques publiques en faveur de l'emploi	2004-2014		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
28	Généralités. – Situation de l'emploi : rapports (2010-2013). Notes de présentation des services bisontins de Pôle Emploi (2009-2011), de l'unité territoriale UT de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi DIRECCTE (2010) et du service public de l'emploi local SPEL de l'Aire urbaine (2013). Étude sur l'apprentissage en Franche-Comté (2007). Maisons de l'emploi, suivi de la création et financement (2004-2012).	2004-2013	75 ans	
29-30	Contrats aidés, portage par le préfet.	2005-2014		
29	2005-2012			
30	2013-2014			
31	Autres dossiers. - Contrat de transition professionnelle, mise en place (2006). Opération « 10 000 jeunes bâtisseurs », portage par le Préfet (2008-2009). Volet emploi du chantier du tramway de Besançon, notamment signature de la charte de partenariat pour la qualité de l'emploi et la formation (2011-2012).	2006-2012		
32	Lutte contre le travail dissimulé. - Commission départementale de lutte contre le travail clandestin, puis commission départementale de lutte contre le travail illégal COLTI, composition (1987-1999) et fonctionnement (1996-2008). Statistiques et liste des affaires de fraude en matière de travail (1989-2006, 2012). Conventions départementales de partenariat de lutte contre le travail illégal, évaluation (2002). Travail illégal en forêt, et notamment dans les forêts communales, prévention et répression (1992-1999).	1992-2012		
33-37	Logement et hébergement	1996-2011		
33	Généralités. – Comité régional de l'habitat, composition et fonctionnement (2005-2008). Visite du préfet Alain REGNIER, délégué général du Chantier national prioritaire pour l'hébergement et le logement des personnes sans abri ou mal logées : programme, discours, documents sur la politique menée dans le Doubs en la matière (2010). <i>La vacance de logements sur le pays de Montbéliard</i> , étude (2011).	2005-2011		
34	Logement des populations immigrées. – <i>Le logement des populations immigrées en Franche-Comté</i> , étude du service habitat de la direction régionale de l'Équipement (1996). Politique régionale et interrégionale, notamment dans le cadre du programme régional pour l'insertion des populations immigrées PRIPI (1997-2001).	1996-2001		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
35	Hébergement d'urgence et action en faveur des sans domicile fixe. – Brochure de présentation des dispositifs et de leur bilan [2008]. Plans hiver, présentation au Préfet : comptes rendus de réunion, notes, communiqués de presse, document annuel dit « dispositif départemental de l'urgence sociale » (2005-2010). Schéma départemental SDAHI 2007-2011 et programme départemental d'accueil, d'hébergement et d'insertion PDAHI : présentation, document final (s.d., 2010). Dispositifs d'hébergement et d'accès au logement dans le Doubs, évaluation (2008). Logement des réfugiés et des demandeurs d'asile, organisation et financement : statistiques, comptes rendus de réunion, notes, correspondance avec le maire de Besançon (2003-2006, 2011), plan départemental d'accueil des nouveaux arrivants (2004). Sans domicile fixe, élection de domicile : comptes rendus de réunions de concertation (2008) ; enquête menée auprès des personnes sans abri du Doubs : synthèse des résultats (2010).	2003-2011		
36	Autres politiques publiques en faveur du logement. – Projet de mise en œuvre du contingent préfectoral, évaluation : comptes rendus de réunion, correspondance avec les services compétents (2001-2008). Plan national de mobilisation des terrains publics à des fins de production de logements, recherche d'immeubles éligibles, suivi de la cession du Quartier Lecourbe (2005-2006). Lutte contre l'habitat indigne, signature d'un protocole d'accord, montage de réunion, suivi des affaires en cours (2007-2009).	2001-2009		
37	Suivi des instances actives dans le domaine du logement. – Agence immobilière à vocation sociale AIVS, création et fonctionnement (2000-2007). Ateliers urgence hébergement : rapport final d'analyse par l'Association départementale d'information sur le logement ADIL des données concernant les ménages suivis en 2007 (2008).	2000-2008		
38-42	Autres dossiers	1991-2012		
38	Politique de la ville, études. – <i>Observatoire socio-économique des quartiers</i> [vers 1997]. <i>Ville de Besançon, la zone franche urbaine de Planoise : Dossier de délimitation</i> (2003). <i>L'agglomération de Besançon... Demain : Le point de vue de l'État</i> [2003]. <i>Politique de la ville en Franche-Comté 2000-2006 : Évaluation 2003 à mi-parcours</i> (2004).	1997-2004		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
39-40	Suivi des associations du secteur social et socio-culturel Sauf précision contraire, les dossiers concernent le plus souvent le suivi de difficultés économiques et sociales et/ou rassemblent des documents statutaires et autres informations sur les associations, adressés au Préfet notamment à l'occasion d'audiences. Plus rarement, ils traitent de la délivrance d'autorisations administratives.	1991-2012		
39	Association départementale du Doubs de sauvegarde de l'enfance à l'adolescence ADDSEA	1993-2008		
40	Autres associations. - Banque alimentaire du Doubs (2003-2007). Boutique de Jeanne Antide (2012). Maison des jeunes et de la culture MJC des Clairs-Soleils (2011-2012). Mosaïque, révision de la convention avec l'État et le Conseil général (1993-1994, 2000) ; bilan et perspectives d'actions en faveur des populations défavorisées du Doubs menées de 1990 à 1991 [1991].	1991-2012		
41	Mouvements des chômeurs , suivi et réponses apportées par l'administration.	1998-2001		
42	Mutualité française du Doubs : documentation et notes rassemblées à l'occasion d'une audience entre le Président de la structure et le Préfet.	2010-2011		

Le chef du service versant :

Reçu les documents ci-dessus mentionnés

Besançon, le

La Directrice des Archives départementales du Doubs

Nathalie VIDAL